

SIDI-BEL-ABBES

L'oued Mekerra menace toujours

Un ciel rougeoyant, un temps orageux ponctué par des rafales de pluie par intermittence risquent d'être une autre menace pour la région de Sidi-Bel-Abbès qui n'a pas encore enterré ses morts et pansé ses blessures à la suite des dernières inondations qui ont fait sept morts (six noyés et un tué par la foudre) et plusieurs blessés sans oublier les familles sinistrées qui se comptent par centaines dans plusieurs localités, à savoir Moulay-Slissen,

Sidi-Khaled, Boukhanefis et Ras-El-Ma.

Les habitants, notamment ceux résidant sur la trajectoire de l'oued Mekerra, n'écartent pas le risque d'autres crues et tentent de s'organiser.

Par ailleurs, nous avons appris de sources sûres qu'une autre menace d'inondations provenant toujours de la même localité sinistrée, à savoir Moulay-Slissen, a été signalée dans la journée d'hier, obligeant les autorités à faire appel à des ren-



forts. Aussi, les services de sécurité et ceux de la Protection civile se sont organisés en conséquen-

ce et se sont dirigés à nouveau vers Moulay-

Slissen sorte de déversoir des eaux de crues provenant des monts El Gor (Tlemcen) et de Ras-El-Ma (S-B-A) où l'oued Mekerra prend sa source. Dans l'après-midi d'hier, Sidi-Bel-Abbès a vécu au rythme des sirènes des véhicules de la Protection civile qui, certainement, rejoignent les localités menacées.

En attendant, Sidi-Bel-Abbès retient son souffle. A. M.

Les sinistrés exigent une prise en charge

Les habitants de Sidi-Khaled, l'une des localités les plus touchées au vu des dégâts matériels et familles sinistrées même si on ne déplore que 3 blessés suite à l'effondrement d'un mur lors des inondations dans la nuit de mercredi à jeudi derniers se sont rassemblés devant le siège de l'APC de la localité dans la journée de vendredi. Des centaines d'habitants alors que la localité en compte plus de 10 000 ont défilé vers le siège de l'APC pour demander une prise en charge de l'Etat après le cauchemar qu'ils ont vécu mercredi dernier. Les manifestants parlent de près de 80% des habitations de la localité inondées à des degrés divers, notamment, celles de la cité des 50 Logements et des 193 Logements.

"Les eaux, racontent les sinistrés, atteignaient, une hauteur de plus de 4 mètres, disent certains. Elles pénétraient dans les maisons de partout, par la moindre ouverture, obligeant les occupants à monter sur les toits ou aux étages supérieurs, où ils ont passé la nuit. Plusieurs maisons ont été dévastées par les eaux. Nos meubles, nos literies, ustensiles et linge ont été soit endommagés, soit emportés par les crues, ajoutent-ils dans leur mouvement de contestation. Les habitants tentaient d'extérioriser leur choc tout en sollicitant les autorités locales de les assister dans cette épreuve douloureuse. La localité a vécu un vendredi des plus mouvementés. La situation, qui était très tendue, menaçait de dérapier à tout

moment. Fort heureusement, l'arrivée des autorités à savoir M. le wali, et M. le chef de daïra a désamorcé quelque peu la tension qui y régnait.

De plus, les sages de la localité sont intervenus eux aussi à leur tour et ont tenté de raisonner les sinistrés, leur demandant de garder leur calme pour mieux exprimer leurs doléances.

Sur le tard, les sinistrés se sont dispersés. Dans la journée d'hier, voulant renouer avec un autre mouvement de protestation, des groupes de sinistrés se sont à nouveau formés, mais dès que l'information faisant état d'une autre menace d'inondation s'est propagée, les protestataires se sont dispersés pour rejoindre leurs demeures.

A. M.

SANTÉ DE LA FEMME

Les associations préconisent une loi qui couvre le volet social

Il est temps «d'exhumer» et de mettre à jour le projet «de la loi 2003» relatif à la santé publique qui consacre tout un chapitre au volet social.

Projet de loi très intéressant, selon le professeur Belkhdja qui rappelle que le texte en question est tombé en désuétude au lendemain de la crise politique de 2003 qui avait conduit à la démission de tous les ministres pro-Benflis. Projet de loi repris et modifié sans l'avis des experts et des spécialistes qui avaient contribué à l'élaboration de la première mouture.

Le professeur Belkhdja qui, hier participait à une conférence-débat dans le cadre «d'une campagne de sensibilisation autour des propositions des partis politiques relatives aux questions féminines», estime aussi qu'il est temps de revoir la formation des médecins généralistes et des sages-femmes.

Un avis qu'elle a eu à motiver pour faire comprendre aux représentantes des partis politiques qui ont «animé» le débat qu'il est temps de légiférer et de défendre des positions en collant à l'évolution de la société et non en fonction des points de vue des formations politiques auxquelles elles appartiennent.

Celles qui ont répondu à l'invitation du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef), initiateur de la conférence, devaient exposer la vision

de leurs partis respectifs concernant la problématique de la santé et du travail.

Seuls le FLN, le FNA et le RCD ont répondu à l'invitation. Le RND, le MDS et le MSP n'ont pas jugé utile de prendre part à cette rencontre, véritable espace d'échange entre la société civile et les partis politiques.

Aucun sujet n'est tabou, y compris celui de l'avortement thérapeutique et l'accès aux moyens contraceptifs aux jeunes filles et aux femmes non mariées. Il a été signalé à l'occasion que de nombreuses PMI continuent à exiger le livret de famille à celles qui s'y présentent pour demander un moyen contraceptif.

Un dérapage selon une des participantes qui rappelle que la loi n'exige en aucun cas la présentation d'un quelconque document pour prouver la situation civile de celle qui aspire à prendre la pilule.

Ce qui amène à parler de l'avortement thérapeutique et du recul enregistré dans notre pays. Faisant référence à «la fetwa Guidoum» qui avait, alors qu'il était ministre de la Santé, autorisé l'avortement des femmes violées par les terroristes, le professeur Belkhdja, rejointe dans son avis par quelques représentantes des associations de femmes, considère qu'il faut rester sur le qui-vive quand il s'agit de questions sensibles en exploitant toutes les brèches qui s'ouvrent.

Récemment, un représentant du

ministère des Affaires religieuses, interrogé sur la question de l'avortement, a jugé utile de préciser que durant les 40 premiers jours d'une grossesse le fœtus n'avait pas d'âme. Un argument que l'on doit servir à ceux qui rechignent à pratiquer un avortement thérapeutique.

Au cours de cette rencontre qui fait ressortir le fait que les partis politiques n'ont pas d'avis tranché, ni de démarche en ce qui concerne un certain nombre de situations aux prétextes que nous sommes dans un pays musulman, les représentantes des associations féminines n'ont pas manqué d'idée pour une prise en charge réelle de la santé de la femme et de la population.

Elles souhaitent, entre autres, la systématisation des bilans de santé pour dépister à temps toute maladie car «les femmes otages de contraintes familiales, professionnelles et sociales, ne consultent que quand elles sont mal en point». Autre recommandation, des journées gratuites pour le dépistage du cancer du sein.

Une proposition motivée par le fait qu'il est de plus en plus difficile de faire une mammographie dans le secteur public si l'on n'a pas «son» réseau et qu'il est coûteux de le faire chez le privé quand on sait que sur les 3000 DA d'une mammographie, la Cnas ne rembourse que 300 DA.

Saïda Azzouz

BOUIRA

Une bombe artisanale désamorcée au lycée de Haïzer

Hier, aux environs de 11 h, les travailleurs du lycée de Haïzer, commune située à 10 km à l'est de Bouira, ont découvert un objet suspect au cours des travaux de désherbage, derrière un bloc qui abritait les bouteilles de propane utilisées pour la cuisine du restaurant du lycée.

Informés, les responsables du lycée ont aussitôt alerté le chef de daïra qui fera appel à des artificiers de l'ANP dont une unité opérationnelle est située non loin des lieux. Sur place, les artificiers ont effectivement découvert une bombe mise dans un paquet et dissimulée dans l'herbe. Celle-ci sera désamorcée quelque temps après. L'information qui s'est propagée dans l'établissement a créé une panique indescriptible au sein des élèves, surtout les filles dont plusieurs se sont évanouies, nécessitant l'intervention des éléments de la Protection civile. Dans l'après-midi, la majorité des élèves n'a pas regagné l'établissement. Notons par ailleurs que toutes nos tentatives pour savoir si cet engin explosif était récent ou s'il s'agissait d'une ancienne bombe ont été vaines.

H. M.

CONCEPTS SCIENTIFIQUES
EN LANGUE ARABE

Les travaux de recherche manquent de coordination

Des spécialistes réunis hier à l'université de Bouzareah se sont penchés sur la problématique du concept scientifique dans la langue arabe. Les participants présents ont précisé que l'une des principales problématiques pour ce qui est du développement de la langue arabe est le concept scientifique. Selon le directeur du laboratoire de traduction de l'université d'Alger, il s'agit de prendre en charge tous les aspects du problème en vue de préparer les conditions nécessaires aux chercheurs pour qu'ils aient la possibilité d'exposer les problématiques. A cet effet, il est fait appel à trois laboratoires. Il s'agit de celui chargé de l'analyse du discours de l'université de Tizi-Ouzou, le laboratoire de traduction et du concept de l'université d'Alger ainsi que le laboratoire des études phonétiques. Ceci alors que la question du concept intéresse quatre équipes au niveau des laboratoires cités plus haut. De cette rencontre, les spécialistes sortiront avec des recommandations parmi lesquelles l'organisation d'une rencontre nationale sur le thème du concept dans la langue arabe et la réalité de son utilisation en Algérie. Toutefois, les présents mettront l'accent sur l'inexistence d'organismes chargés de la coordination entre les différents travaux réalisés sur les concepts. Comme ils dénonceront l'absence de liaison entre le secteur économique, les chercheurs et l'université. Il s'agit, selon les spécialistes, de la standardisation du volet technologique qui est ignorée alors que celle du volet économique est «importée». Ainsi, les efforts consentis actuellement concernent le regroupement des travaux des chercheurs dans ce domaine ainsi que la sensibilisation des autorités concernées alors qu'un intervenant dénoncera l'absence de volonté politique pour la prise en charge du problème.

F. Z. B.